Modalités de contrôle des connaissances

Année universitaire 2017/2018

Composante	DROIT ET SCIENCE POLITIQUE
Niveau d'étude	MASTER 1
Mention	DROIT ADMINISTRATIF
Parcours	DROIT IMMOBILIER PUBLIC MR GUEZOU
Validation en conseil de composante	12.05.2017
Validation en CFVU	27/06/2017

Dispositions particulières

Les dispositions particulières applicables au master 1 de Droit administratif parcours - Droit immobilier public sont indiquées dans le document intitulé "ANNEXE - Modalités spécifiques de contrôle des connaissances et de progression - Master 1 et 2 « Droit administratif – parcours droit immobilier public », placé en annexe du présent fichier.

Semestre 1																				
Code UE	Intitulé	Volume horaire total				ECTS	Coeff.	Contrôle continu 100 %		Contrôle continu				et Examen terminal				Responsable		
		CM	TD	TP	Autres			TP	CC	Ecrit		Oral		ET	Ecrit		Oral			
										%	Durée	%	Durée		%	Durée	%		Durée	
Matières fondamentales																				
MDRIP100	droit des contrats de la commande publique	36				6			100%		100%									O. GUEZOU
MDRIP101	Contentieux administratif général	36				6			100%		100%									A. BEAL
Matières d'ouverture obligatoires																				
						12														
MDRIP102	Droit de l'environnement	24				4									100%			100%		N. WOLFF
MDRIP103	Droit fiscal matériel	24				4									100%			100%		P. BERTONI
MDRIP104	Droit pénal appliqué à l'immobilier public	24				4									100%			100%		B. REVEL
MDRIP105	introduction au droit foncier	24				4									100%			100%		S. MANSON
MDRIP106	projet tutoré collectif		33			2														
						18														
MDRIP107	Ateliers opérationnels :	32				0														
	Pratique administrative du droit immobilier public					0														
	Question actualité et pratique droit immobilier public					0														
TOTAL		200				30														

ANNEXE
Modalités spécifiques de contrôle des connaissances et de progression
Master 1 et 2

« Droit administratif – parcours droit immobilier public »

Article 1^{er} – Assiduité - aménagement

1.1 L'assiduité aux cours, séminaires, ateliers, conférences et heures de suivi est obligatoire.

1.2 Pour les étudiants exerçant une activité professionnelle ou en situation de handicap,

- l'obligation d'assiduité aux cours, séminaires et conférences peut faire l'objet d'aménagements définis par le Directeur du Master et le ou les enseignants intéressés ;

- la préparation de chaque année du diplôme peut être étalée sur deux années. La répartition entre les deux années des enseignements suivis et les conditions de participation aux examens sont arrêtées par le Directeur du Master.

1.3 Chaque année, l'absence non justifiée à plus de deux séances d'un enseignement semestriel, à plus de quatre séances d'un enseignement annuel ou à plus de deux conférences entraîne la défaillance de l'étudiant.

Article 2 - Matières

2.1. En première année de master, la maquette pédagogique est la suivante :

Matières fondamentales (total : 24 ECTS)

Droit des contrats de la commande publique (36 h - 6 ECTS)

Droit de l'urbanisme (36 h - 6 ECTS)

Contentieux administratif général (36 h - 6 ECTS)

Droit public de l'économie (36 h - 6 ECTS)

Matières d'ouverture (total : 32 ECTS)

Droit de l'environnement (24 h - 4 ECTS)

Droit fiscal matériel (24 h - 4 ECTS)

Droit pénal appliqué à l'immobilier public (24 h - 4 ECTS)

Introduction au droit foncier (24 h - 4 ECTS)

Droit des collectivités territoriales (24 h - 4 ECTS)

Droit de la fonction publique (24 h - 4 ECTS)

Droit fiscal – contrôles et contentieux (24 h - 4 ECTS)

Anglais (24 h - 4 ECTS)

Projet tutoré collectif : 4 ECTS

Matières sans ECTS

Ateliers opérationnels (64 h - sans ECTS)

Suivi des apprentis (heures spécifiques apprentissage) : suivi collectif « méthodes et valorisation » (24 h – sans ECTS) et suivi individuel (heures en fonction du nombre d'apprentis).

2.2. En seconde année de master, la maquette pédagogique est la suivante :

Matières de spécialisation (40 ECTS)

Droit de l'urbanisme (36 h - 6 ECTS)

Domanialité publique (24 h - 4 ECTS)

Passation et contentieux des marchés publics (36 h - 6 ECTS)

Délégation de service public (24 h - 4 ECTS)

Contentieux de l'urbanisme (36 h CM - 6 ECTS)

Acquisition foncière (24 h - 4 ECTS)

Exécution et contentieux des marchés publics (36 h CM - 6 ECTS)

Partenariats public-privé (24 h - 4 ECTS)

Matières d'ouverture appliquées (13 ECTS)

Droit de l'environnement appliqué à l'immobilier public (24 h - 4 ECTS)

Droit fiscal appliqué à l'immobilier public (20 h - 3 ECTS)

Anglais appliqué à l'immobilier public (20 h - 3 ECTS)

Droit de la concurrence appliqué à l'immobilier public (20 h - 3 ECTS)

Mémoire d'apprentissage (7 ECTS)

Matières sans ECTS

Ateliers opérationnels (76 h - sans ECTS)

Suivi des apprentis (heures spécifiques apprentissage) : suivi collectif « méthodes et valorisation » (48 h – sans ECTS) et suivi individuel (heures en fonction du nombre d'apprentis).

Article 3 – Epreuves

3.1 Le projet tutoré collectif en master 1 et le mémoire d'apprentissage en master 2 font l'objet d'une discussion devant un jury composé de deux enseignants au moins. Après délibération, le jury attribue une note sur 20 au travail présenté.

3.2 Sauf pour les matières donnant lieu à contrôle continu, les épreuves organisées lors de la seconde session sont en principe de même nature que celles organisées lors de la première session.

3.3 Les épreuves organisées lors de la seconde session, pour les matières faisant l'objet d'un contrôle continu à la première session, sont des épreuves écrites ou orales de même nature (écrit ou oral) que celles ayant eu lieu dans le cadre du contrôle continu.

Article 4 – Sessions

4.1 Pour la première session, les épreuves terminales se déroulent en janvier-février et en mai-juin et la soutenance du projet tutoré collectif (master 1) ou du mémoire d'apprentissage (master 2) a lieu, au choix de l'étudiant, en mai-juin ou en septembre.

4.2 Une seconde session d'examen est organisée en septembre-octobre pour les étudiants ayant échoué à la première session. L'étudiant repasse alors tous les examens auxquels il n'a pas obtenu au moins 10/20, ainsi que ceux auxquels il a été défaillant.

Les étudiants conservent le bénéfice des notes obtenues lors de la première session à condition qu'elles soient supérieures ou égales à 10/20.

4.3. Les règles des points 4.1 et 4.2 sont applicables pour les deux années de master.

Article 5 – Défaillance

5.1 En cas de défaillance à une ou plusieurs épreuves lors de la première session, l'étudiant repasse lors de la seconde session tous les examens auxquels il n'a pas obtenu au moins 10/20, ainsi que ceux auxquels il a été défaillant.

5.2 En cas de défaillance lors de la seconde session, le directeur du master peut décider qu'une épreuve de rattrapage sera organisée sous la double condition que l'étudiant établisse que son absence ne résulte pas de son fait mais d'un événement irrésistible et fasse une demande en ce sens au plus tard le lendemain de l'épreuve concernée.

Article 6 – Jury et résultats

6.1 Le jury est composé, quelle que soit la session, des enseignants chargés d'une matière, de l'année concernée, donnant lieu à l'attribution d'ECTS.

Le jury délibère en juin ou juillet à propos des étudiants qui ont soutenu leur projet tutoré collectif (master 1) ou leur mémoire d'apprentissage (master 2) en mai ou juin, et en septembre pour les autres étudiants

6.2 En master première année comme en master seconde année, sont déclarés admis les étudiants ayant obtenu une moyenne générale annuelle supérieure ou égale à 10 sur 20. Pour calculer cette moyenne, chaque matière est affectée d'un coefficient correspondant au nombre d'ECTS attribués à ladite matière. Les étudiants ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à 12/20 sont admis avec la mention « Assez bien », à 14/20 avec la mention « Bien » et à 16/20 avec la mention « Très bien ».

Fait à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, le 31.03.2016

Voté le 12/05/2017 au conseil d'UFR

Olivier Guézou

Directeur du master de « Droit administratif – Droit immobilier public »